

Évaluations nationales

UN OUTIL DE TRI SOCIAL ET DE MANAGEMENT

Apparues à la rentrée 2018 sous l'égide de Jean-Michel Blanquer et conçues par les services du ministère, les évaluations nationales ont pour « vocation » de mesurer les acquis de début d'année et sont devenues un procédé de pilotage quantitatif du système éducatif, inspirées des méthodes du New Public Management.

LES ÉVALS : QU'EST-CE QUE C'EST ?

Ces évaluations nationales vont de pair avec la mise en place des groupes de « besoin » en cette rentrée 2024. Elle font peser une forte pression à l'évaluation et à la sélection sur les élèves et les équipes pédagogiques.

On sait que ce sont les élèves les plus fragiles qui pâtissent le plus de cette politique éducative de la mise en concurrence et du tri social. Avec ces mesures, le ministère de l'Éducation nationale discréditent les enseignant-es et nient

leurs compétences, leur expertise professionnelle et leur liberté pédagogique. Les enseignant-es sont relégué.es au simple rang d'exécutant-es : le ministère cherche à leur imposer d'appliquer des méthodes labellisées, de

faire passer des évaluations standardisées,

qu'importe les besoins des élèves et sans construire de lien pédagogique avec les élèves.

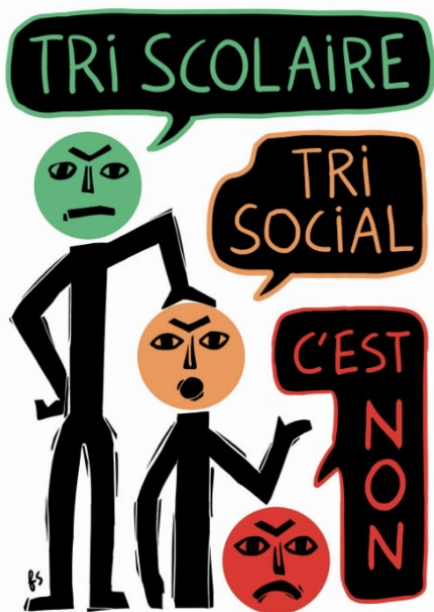
La mise en œuvre de ces dernières sont sous-traités auprès de multinationales privées (*Open Assessment Technologies* pour le support informatique et les serveurs Amazon pour l'hébergement des données).

À terme, le ministère prévoit que ces évaluations nationales deviennent un outil d'évaluation des politiques éducatives, de pilotage et d'attribution des moyens !

POURQUOI ON S'Y OPPOSE ?

- Prévues dès la rentrée 2024, la généralisation des évaluations à toutes les classes du CP à la seconde constituent une attaque contre l'école, contre les élèves et contre les enseignant-es. Elles sont maintenant obligatoires en élémentaire, en 6^e, en 4^e, et facultatives en 5^e et 3^e faute de moyens pour les imposer (mais tout de même mises en place par les personnels de Direction dans certains établissements, sans concertation avec les équipes pédagogiques et sans s'appuyer sur de quelconques textes officiels).

SUD éducation s'oppose à la mise sous contrôle de l'école par des évaluations nationales généralisées et les dénonce.



→ Ce système d'évaluation est un outil de recueil massif de données servant à établir des statistiques au niveau national. Comment cet outil servant le pilotage de la politique éducative peut-il servir en même temps de recueil de données globales et servir « prétendument » à accompagner chaque élève au plus près de ses besoins ?

→ L'utilisation de l'outil informatique est en elle-même un frein à la pleine expression des acquis de l'élève créant ainsi des situations potentiellement stressante pour les élèves.

Pour de nombreux élèves de 6^e n'ayant quasi jamais utilisé un ordinateur, cette évaluation sanctionnera d'abord celles et ceux qui ne maîtrisent pas l'outil.

→ En pratique, ces évaluations ne répondent pas aux besoins des élèves, niant

l'hétérogénéité des rythmes de chacun·e et la logique des cycles, et ne reflètent pas leur niveau réel.

En effet, ces évaluations sont créées pour être informatisées et se concentrent uniquement sur les points facilement évaluables par le biais de QCM, ne tenant pas compte de certains pans importants des Maths et du Français. Par exemple, la géométrie est évaluée sans faire de figure et sans usage pratique des instruments de géométrie. De même, le Français est évalué sans production d'écrit.

Dans les faits, rares sont les établissements ayant une utilisation pédagogique des résultats individuels remontés.

education Sud 95 SUD ÉDUCATION 95 APPELLE CHACUN·E À :



→ Continuer la mobilisation pour l'abrogation de toutes les mesures du Choc des Savoirs et gagner des moyens suffisants pour les Services publics d'Éducation

→ Se rassembler en HIS / RIS pour dresser le bilan concret et chiffré de la passation de ces évaluations et les faire remonter au niveau académique (nombre d'élèves concernés par classe / temps passé / heures banalisées (perdus) pour les évaluations / nombre de personnels mobilisés).

→ Informer les parents d'élèves en interpellant au CA ou en prenant contact avec les représentants des parents en amont.

→ Se mettre en grève le 1^{er} Octobre avec tous les autres secteurs pour défendre ces mesures qui continuent dénaturer le service public d'éducation pour en faire un outil de sélection sociale et de management.

Nous serons à cette occasion également dans la rue pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites et porter nos revendications concernant la hausse des salaires.